

Plus Jamais Ça !

Construisons ensemble un futur démocratique, écologique, féministe et social.

Le capitalisme financiarisé a réduit la capacité des États à répondre à des crises comme celle du Covid 19. La crise du coronavirus qui touche toute la planète révèle les profondes carences des politiques nationale et internationale qui sont au service d'une minorité de privilégiés.

Emmanuel Macron, dans ses dernières allocutions, appelle à des « *décisions de rupture* » et à placer « *des services (...) en dehors des lois du marché* ».

Nos organisations, conscientes de l'urgence sociale et écologique, et donnant l'alerte depuis des années, n'attendent pas des discours mais des changements profonds afin de répondre aux besoins immédiats et donner l'opportunité historique d'une remise à plat du système, en France et dans le monde.

Nous portons ici les revendications minimales et immédiates :

- **L'arrêt immédiat des activités non indispensables** pour faire face à l'épidémie.
- Les **réquisitions des établissements médicaux privés et des entreprises** afin de produire dans l'urgence masques, respirateurs et tout le matériel nécessaire pour sauver des vies.
- La **suspension immédiate du versement par les entreprises de dividendes, rachats d'actions et bonus aux PDG.**
- La décision de ne pas utiliser les **750 milliards d'euros de la BCE** pour alimenter les marchés financiers mais uniquement pour **financer les besoins sociaux et écologiques des populations.**
- Un plan de **développement de tous les services publics**
- Une **fiscalité bien plus juste et redistributive**, un impôt sur les grandes fortunes, une taxe sur les transactions financières et une véritable lutte contre l'évasion fiscale.
- Un plan de **réorientation et de relocalisation solidaire de l'agriculture, de l'industrie et des services**, pour les rendre plus justes socialement, en mesure de satisfaire les besoins essentiels des populations, de répondre à la crise écologique.

Dès à présent, toutes les mesures nécessaires pour protéger la santé des populations celle des personnels de santé, parmi lesquels une grande majorité de femmes, doivent être mises en œuvre. Ceci doit largement prévaloir sur les considérations économiques.

Il s'agit de pallier en urgence à la baisse continue des moyens alloués à tous les établissements de santé, dont les hôpitaux publics et les Ehpad. De disposer du matériel, des lits et des personnels qui manquent : réouverture de lits, revalorisation des salaires et embauche massive, mise à disposition de tenues de protection efficaces et de tests, achat du matériel nécessaire, réquisition des établissements médicaux privés et des entreprises qui peuvent produire les biens essentiels à la santé, annulation des dettes des hôpitaux pour restaurer leurs marges de manœuvre budgétaires...

Pour freiner la pandémie, le monde du travail doit être mobilisé uniquement pour la production de biens et de services répondant aux besoins essentiels de la population, les autres activités doivent être stoppées sans délai. La protection de la santé et de la sécurité des personnes doit être prioritaire. Le droit de retrait des salarié·e·s respecté.

La réponse financière de l'État doit être d'abord orientée vers tou·tes les travailleurs·euses qui en ont besoin, quel que soit le secteur d'activité, et discutée avec les syndicats et représentant·es du personnel, au lieu de gonfler les salaires des dirigeant·es ou de servir des intérêts particuliers.

Pour éviter une très grave crise sociale qui toucherait de plein fouet chômeurs·euses et travailleurs·euses, il faut interdire tous les licenciements dans la période. Les politiques capitalistes ont affaibli considérablement les droits sociaux et le gouvernement ne doit pas profiter de cette crise pour aller encore plus loin, ainsi que le fait craindre le texte de loi d'urgence sanitaire et les ordonnances prises en dérogeant au code du travail.

Le Capitalisme depuis le tournant des années 80, en France et dans le monde, a approfondi les inégalités sociales et la crise du coronavirus s'abattra notamment sur les plus précaires. Selon que l'on soit plus ou moins pauvre, déjà malade ou non, plus ou moins âgé·e, une femme ou non, les conditions de confinement, les risques de contagion, la possibilité d'être bien soigné·e ne sont pas les mêmes. **Des mesures supplémentaires au nom de la justice sociale sont donc nécessaires :**

- réquisition des logements vacants pour les sans-abris et les très mal logés, y compris les demandeurs·euses d'asile en attente de réponse,
- rétablissement intégral des aides au logement, moratoire sur loyers et les factures impayées d'énergie, d'eau, de téléphone et d'internet pour les plus démunis·es.
- des moyens d'urgence doivent être débloqués pour protéger les femmes et enfants victimes de violences familiales.

Les moyens dégagés par le gouvernement pour aider les entreprises doivent être dirigés en priorité vers les entreprises réellement en difficulté et notamment les indépendants, autoentrepreneurs, TPE et PME, dont les trésoreries sont les plus faibles. Et pour éviter que les salarié·es soient la variable d'ajustement, le versement des dividendes et le rachat d'actions dans les entreprises, qui ont atteint des niveaux record récemment, doivent être immédiatement suspendus et encadrés à moyen terme.

Trop peu de leçons ont été tirées de la crise économique de 2008. Des mesures fortes peuvent permettre, avant qu'il ne soit trop tard, de désarmer les marchés financiers : contrôle des capitaux et interdiction des opérations les plus spéculatives, taxe sur les transactions financières... De même sont nécessaires une socialisation des banques privées, un encadrement extrêmement strict des pratiques des banques mutualistes ou nationalisées ou encore une séparation claire de leurs activités de dépôt et d'affaires. Le système bancaire doit être sous le contrôle de la population et de ses salarié·es.

Cette crise ne peut une nouvelle fois être payée par les plus vulnérables comme en 2008. Une réelle remise à plat des règles fiscales nationale et internationale afin de lutter efficacement contre l'évasion fiscale est nécessaire et les plus aisés devront être mis davantage à contribution, via une fiscalité du patrimoine et des revenus, ambitieuse et progressive.

Les interventions massives dans l'économie, doivent être l'occasion de réorienter très profondément les systèmes productifs, agricoles, industriels et de services, pour les rendre plus justes socialement, en mesure de satisfaire les besoins essentiels des populations et axés sur le rétablissement des grands équilibres écologiques. Les aides de la Banque centrale et celles aux entreprises doivent être conditionnées à leur reconversion sociale et écologique : maintien de l'emploi, réduction des écarts de salaire, mise en place d'un plan contraignant de respect des accords de Paris...

Car l'enjeu n'est pas la relance d'une économie profondément insoutenable. Il s'agit de soutenir les investissements et la création massive d'emplois dans la transition écologique et énergétique, de désinvestir des activités les plus polluantes et climaticides, d'opérer un vaste partage des richesses et de mener des politiques bien plus ambitieuses de formation et de reconversion professionnelles pour éviter que les travailleurs·euses et les populations précaires n'en fassent les frais.

De même, des soutiens financiers massifs devront être réorientés vers les services publics, dont la crise du coronavirus révèle de façon cruelle leur état désastreux : santé publique, éducation et recherche publique, services aux personnes dépendantes. Les secteurs essentiels à la vie de la population ne doivent pas être laissés entre les mains des capitalistes. Des secteurs comme l'eau, le gaz, l'électricité doivent devenir un grand monopole public, sous contrôle de ses agents et de la population... **La Sécurité sociale financée par les cotisations sociales, selon le principe « cotiser selon ses moyens et à recevoir selon ses besoins » doit reprendre toute sa place** dans notre société et rompre avec la logique marchande mise en œuvre dans l'assurance maladie. Notre système de santé doit être amélioré pour mieux répondre aux besoins de la population, en particuliers pour que nos ancien·nes soient bien traité·es et soigné·es.

La « crise du coronavirus » révèle notre vulnérabilité face à des chaînes de production mondialisée et un commerce international en flux tendu, qui nous empêchent de disposer en cas de choc de biens de première nécessité : masques, médicaments indispensables, etc. Des crises comme celle-ci se reproduiront. La relocalisation des activités, dans l'industrie, dans l'agriculture et les services, doit permettre d'instaurer une meilleure autonomie face aux marchés internationaux, de reprendre le contrôle sur les modes de production et d'enclencher une transition écologique et sociale des activités. Il faut en finir avec la politique du zéro stock et de l'exploitation des ressources naturelles et des sociétés.

La relocalisation n'est pas synonyme de repli sur soi et d'un nationalisme égoïste. Nous avons besoin d'une régulation internationale refondée sur la coopération et la réponse à la crise écologique, dans le cadre d'instances multilatérales et démocratiques, en rupture avec la mondialisation néolibérale et les tentatives hégémoniques des États les plus puissants.

Les réponses libérales et autoritaires prônées par les gouvernants ne sont pas les nôtres et font peser des risques quant à notre avenir commun. Dans cette période, on nous présente les outils numériques et la dématérialisation des services comme une bouée de sauvetage de l'économie et de nos vies confinées. Loin d'être la solution, le capitalisme numérique (qui risque de s'imposer de manière durable) fait partie du problème : Il détruit des emplois et la proximité (alors que l'hôpital public nécessite des moyens humains, le gouvernement développe les « téléconsultations ») en même temps qu'il ravage l'environnement et les rapports humains. De nouvelles applications de surveillance réduisent chaque jour un peu plus nos libertés publiques. Il faut stopper cette croissance mortifère du tout numérique.

Le gouvernement français a fait le choix de restreindre l'État de droit en instaurant un état d'urgence sanitaire et, de fait, s'octroie des pouvoirs exceptionnels, sans contrôle. Les États, à l'image des multinationales, concentrent tous les pouvoirs pour imposer de force leur vision dogmatique et libérale. C'est tout le contraire dont l'Humanité a besoin ! Il faut instituer de nouveaux espaces et de nouvelles relations démocratiques, ainsi qu'un contrôle populaire renforcé afin de reprendre en main notre destin.

Tout en respectant le plus strictement possible les mesures de confinement, les mobilisations doivent dès à présent déployer des solidarités locales avec les plus touché-es. C'est par nos luttes que nous empêcherons ce gouvernement d'imposer des mesures de régression sociale et l'arrivée au pouvoir de l'extrême droite. Cette crise sanitaire doit nous permettre d'imposer une rupture avec les politiques menées. Il n'y a qu'une réponse possible à la crise, elle est démocratique, sociale, écologique et féministe.

La sortie du confinement doit être réfléchie au plus vite entre les autorités sanitaires mais aussi avec les représentants des travailleur·euses et les citoyen·nes.

Plus jamais ça ! Lorsque la fin de la pandémie le permettra, nous nous donnons rendez-vous pour réinvestir les lieux publics et construire notre « jour d'après ». Ne comptons pas sur celles et ceux qui nous ont précipité.es dans la crise pour nous en sortir.

Nous en appelons à la mobilisation de toutes les forces progressistes et humanistes, et plus largement à toute la société, pour reconstruire ensemble un futur démocratique, écologique et social.

Grenoble, le 30 avril 2020

Premiers Signataires :

